

nec mergitur

**P**eut-on parler de 2000 comme d'une bonne année pour le Cambodge ? Non bien sûr, à cause des inondations.

On voit encore une fois que la maîtrise de l'eau est le problème millénaire du Cambodge. Les meilleurs experts, les méthodes les plus efficaces, les milliards de dollars que l'on investit dans le pays n'ont pas le pouvoir d'assurer cette maîtrise dans des délais rapprochés. Le monde rural a un rythme que rien ne peut bousculer.

Ce que l'on fait pour le monde rural avec ces dollars, des puits, des écoles, des centres de santé, des routes, du micro-crédit... non seulement n'empêche ni inondations ni sécheresse mais semble, à en croire enquêtes et statistiques, n'avoir pas amélioré le revenu moyen des villageois.

La cause principale : la poussée démographique, un autre phénomène que l'on ne maîtrise pas.

Si l'on ajoute que le remède qui semble le plus évident, les investissements venus de l'étranger, créateurs d'emplois et d'exportations, devient plus rare :

que les pays asiatiques, les meilleurs investisseurs au Cambodge, ne sont pas sortis de leurs difficultés financières et parfois politiques, et se préparent à de nouvelles années difficiles avec le ralentissement de l'économie américaine ;

que l'ASEAN montre des signes d'essoufflement sans avoir jamais couru... on pourrait être porté à un certain pessimisme.

Ce serait sous-estimer le travail remarquable accompli par le Cambodge : reconstruction, remise en ordre.

C'est un bateau qui se prépare, de la quille au gréement, pour affronter des horizons nouveaux.

Pour l'instant le vent manque. Mais une météo favorable le trouvera prêt pour la course au large.

C.n.

## Malgré un environnement politique et macro-économique favorable, malgré la croissance, un certain malaise : les niveaux de vie ne progressent pas - Pression démographique : des années plus difficiles ?

**G**ouverner les Cambodgiens, ce n'est pas difficile nous dit un Cambodgien, observateur de la vie politique du Cambodge. 85 % d'entre eux sont des paysans. Il suffit de les laisser faire ce qu'ils aiment faire : cultiver leur champ, pêcher, exploiter la forêt, chasser. Ils ne demandent pas plus à leur gouvernement. Ils n'attendent pas plus que de leur permettre la poursuite de ces activités paisibles.

### Les danses traditionnelles, un programme politique

Regardez leurs danses traditionnelles : elles évoquent les travaux des champs. Et vous pouvez regarder ces danses comme un programme politique : "laissez-nous avec nos rizières, nos bœufs, nos forêts, nos rivières, nos lacs...". Contenter les 85 % de la population cambodgienne, celle des villages, suppose donc simplement que le gouvernement assure la paix à ses frontières, et assure l'ordre à l'intérieur du pays.

Cela suppose aussi un régime foncier qui ne menace pas ces activités villageoises traditionnelles.

On peut bien sûr ajouter à ce programme de base des écoles, des centres de soins, des routes, ... de façon à assurer une progression du niveau de vie, mais sans heurts. L'essentiel est là.

C'est en assurant ces conditions minimales que Sihanouk a longtemps dirigé le pays, sans grands problèmes.

### Malaise paysan

Mais ce qu'on voit aujourd'hui, c'est qu'une très petite partie de la population, quelques pourcents, s'empare de grandes surfaces de terres, et de lots de pêche, soit de façon légale soit de façon illégale.

La conséquence très grave est que les villageois sont privés, chassés de leurs activités naturelles. Comme ils n'ont aucune autre ressource, ils ne peuvent plus même subvenir à leur existence. Là, ça ne va plus.

Une enquête de l'OXFAM montre que le nombre des paysans sans terre augmente : de 3 % des familles rurales, la proportion des sans terre est passée à 12 % en 1999 et pourrait atteindre 15 % en 2001.

Les causes : - la première, pour 45 % des cas, les soins de santé obligent les familles à s'endetter, même à vendre leurs biens (cn 134); - l'insuffisance de nourriture pour 18 %; - les expropriations pour 13 % des cas.

Ca va d'autant moins que les inondations ont fortement aggravé la situation paysans.

### Attention à la pression démographique

Et cela ira d'autant moins encore dans les années qui viennent que la pression démographique se fait plus forte. Les moins de 20 ans sont 55 % de la population. Les jeunes, dans les villages, ne trouvant plus à y vivre, vont émigrer vers les villes, qui ne peuvent pas fournir assez d'emplois.

On calcule que la Confection peut en employer un certain nombre, surtout les filles. De 120 000 actuellement le nombre des employés de la Con-

fection pourrait passer dans un an à 160 ou 180 000. Mais ce n'est pas 40 ou 60 000 emplois nouveaux par an qu'il faut, c'est beaucoup plus.

Selon les estimations du CDRI, 200 000 jeunes arrivent chaque année sur le marché de l'emploi entre 1999 et 2003, un chiffre qui passera à 250 000 entre 2004 et 2008.

Les villes ne pourront pas fournir tous ces emplois.

On imagine donc des stratégies :

- dans les zones rurales, améliorer les rendements augmenter la valeur ajoutée, diversifier les cultures, augmenter les surfaces cultivées de façon à au moins maintenir l'emploi et améliorer les revenus (FAO, cn 143);

- puisque les investissements directs venant de l'étranger se font attendre, favoriser les petites et moyennes entreprises, qui sont les plus créatives d'emplois (CDC, cn 139).

Mais les effets concrets de ces remèdes, si pertinents soient-ils, ne peuvent être rapides.

On doit craindre dès lors que sous l'effet de l'arrivée en âge de travailler de ces générations nombreuses, le niveau de vie ne progresse pas, ou recule, provoquant une accélération de la migration des campagnes vers la ville, le passage de beaucoup de jeunes à l'économie "informelle", à la prostitution, aux migrations vers la Thaïlande...

### Paupérisation générale

Le problème ne touche pas les paysans seulement. Il est plus général. Depuis qu'on parle de lutter contre la pauvreté (on a abandonné le terme "éradiquer"), il n'y a pas eu de

(suite page 2)

### A l'intérieur

Malaise paysan, budget 2001

recul des revenus pp 1 - 2

Livre : *L'Indochine des Romains* p. 7

Médias p. 8

L'Assurance et la Loi sur l'Assurance p. 3

Réseau routier : le point, carte pp. 4 - 5

Mines et déminage (2) p. 6

Au-delà d'Angkor p. 7

(suite de la page 1)

## Un malaise, pourtant

progrès. Au contraire, pour pratiquement toutes les catégories de ménages il y a eu paupérisation.

Selon une récente étude du CDRI, les dépenses de consommation de la population, toutes catégories confondues, n'avaient pas encore, en 1999, retrouvé leur niveau d'avant juillet 1997.

Selon cette étude, le revenu mensuel moyen des ménages pour les *cultivateurs de riz* (65 % du total des emplois) a été de 24 dollars (y compris l'auto-consommation) en 1999 comme en 1993, alors qu'il était monté à 32 dollars en 1996.

Pour les *cultivateurs d'autres produits que le riz* (10 % des emplois) le revenu mensuel, qui avait atteint 107 dollars en 1996 (plus de 4 fois plus que celui des riziculteurs), est revenu à 100 dollars en 1999.

Pour les *personnels de l'administration* (8 % du total des emplois), le revenu mensuel a été de 62 dollars en 1999, alors qu'il était de 64 dollars en 1996.

Quelques observations : ces chiffres ne prennent pas en compte les revenus des plus hauts responsables de l'administration. On peut rappeler aussi que si faible soit-il, le revenu mensuel moyen des

fonctionnaires a plus que doublé depuis 1993 (il était alors de 30 dollars).

Les *employés des usines* (7 % des emplois), constituent la seule catégorie dont le revenu mensuel moyen a progressé : de 98 dollars en 1996 à 115 dollars, en 1999 (mais ils ont un loyer à payer, et aucun temps libre pour un autre emploi).

Quant aux 10 % qui constituent les "*autres catégories*", les ménages les plus riches, leur revenu mensuel moyen a diminué lui aussi, passant de 705 dollars en 1996 à 614 en 1999.

Si l'on ajoute à cela que les démobilisations commencent seulement et que les premiers démobilisés ne sont pas contents, on voit que la "lutte contre la pauvreté" doit encore faire la preuve de son efficacité.

### En somme tout irait bien ?

Vu de loin pourtant, jamais le Cambodge depuis 30 ans n'a été en aussi bonne santé.

Il est vrai que le pays traverse actuellement une **période politiquement calme**. Les deux principaux partis cohabitent et coopèrent sans grands

heurts. L'opposition elle-même semble devenue moins agressive, gagner en pertinence. Les fusillades du 24 novembre ne sont pas significatives. **La démocratie est là, et elle fonctionne.**

Il est vrai aussi que les **indicateurs macro-économiques sont tous "au vert"**, que les données fondamentales présentées dans le budget 2001, sont en évolution favorable :

- croissance du PNB : 6 %,
- budget et recettes en expansion,
- dépenses maîtrisées, y compris la Défense,
- inflation réduite,
- réserves en augmentation,
- surplus budgétaire,
- augmentation des crédits alloués aux secteurs prioritaires, Santé (1,02 du PIB au lieu de 0,97%), Education (+ 22 %, 1,55 % du PIB contre 1,47 %), Agriculture (+ 36,2 %), Développement rural (+ 69,5 %),
- augmentation des investissements publics,
- désengagement du Trésor vis à vis de la Banque Nationale,
- effort accru pour la décentralisation ...

Que voudrait-on de plus ? En octobre, le représentant du FMI au Cambodge parlait de

"*grand succès dans le domaine macro-économique*" (cn 141).

Il a même été décidé, fin décembre, une augmentation de 10 % des salaires des fonctionnaires. On est évidemment encore très loin du souhaitable, mais l'évolution est bonne.

D'autre part, le travail législatif se poursuit. "On construit les fondations du Cambodge futur"

En somme tout irait bien ?

### Une sourde rumeur

Ces chiffres et cette harmonie apparente ne traduisent pas l'évolution profonde du pays, qui est inquiétante.

Les faiblesses sont bien repérées. Certaines sont reconnues avec franchise par le rapport de présentation du Budget pour 2001 :

"procédures de gestion financière parfois mises en échec", prolifération des effectifs de la fonction publique, manque de recettes fiscales, et non-fiscales, priorité Santé mal dégagée, ...

D'autres sont soulignées par le rapport du CDRI. Par exemple :

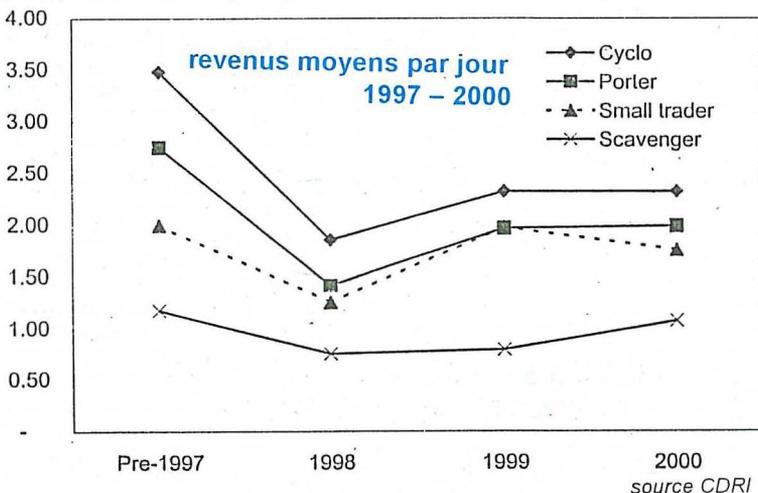
- les budgets sociaux, en augmentation sur le papier, n'arrivent que très partiellement, en pratique, à leurs destinataires.

- la corruption et la faiblesse du gouvernement privent les caisses de l'Etat d'une grande partie des taxes sur les forêts, sur la pêche, sur les carburants (qui entrent en fraude). Le total de ces manques, selon l'étude du CDRI, est bien supérieur à ce que prêtent au Cambodge, chaque année, la Banque Asiatique et la Banque mondiale ensemble. Au reste le ministre du Commerce lui-même estime que si l'on supprimait la corruption, le salaire des fonctionnaires pourrait être augmenté de 25 dollars chaque année pendant 3 ans ...

Le malaise social, lui, n'est pas précisément formulé, ni mesurable. Il fait un peu dans les provinces comme un **mur-mur lointain, comme une rumeur encore indistincte, mais qui pourrait s'enfler.**

Ce malaise social, il pourrait devenir politique. Or, en moins de deux ans, fait remarquer notre observateur cambodgien, nous allons avoir deux élections : les municipales sans doute début 2002, et les législatives en 2003. ■

c.n.



### A PROPOS ...

#### effets des inondations

Les inondations ont provoqué la destruction de 19 % du riz, 19 % du maïs, 7,6 % des récoltes d'appoint, 500 bovins et 1000 porcs, estime le Conseil de l'Agriculture et du Développement rural. 393 000 ha de rizières ont été détruits. Mais environ 70 000 ha peuvent être récupérés avec 4 200 tonnes de semences et 10 500 tonnes de fertilisants.

#### Salaires + 10 %

Les salaires des fonctionnaires en activité comme ceux des retraités vont être augmentés de 10 % à partir du 1er janvier. L'"Association indépendante des Enseignants" avait appelé le 11 décembre les enseignants, les fonctionnaires, les militaires, les policiers, à une grève le 1er février. Elle demandait que les salaires soient multipliés par quatre.

#### Banques

Restent 18 banques opérant au

Cambodge, maintenant que 11 ont abandonné d'elles-mêmes ou ont été privées de leur licence. Il reste un an aux banques restantes pour se mettre en règle avec la loi bancaire, notamment porter les fonds propres de 5 à 13 millions de dollars.

**Archives et Documentation**  
Deux Conventions ont été signées au Conseil des ministres le 18 décembre entre la France, représentée par M. Jacques Gérard, Conseiller Cul-

turel, et le Cambodge, représenté par S.E. Chea Sorphorn, Secrétaire d'Etat au Conseil des Ministres, en présence de S.E. Sok An, Ministre au Conseil des Ministres, et de S.E. A. J. Libourel, Ambassadeur de France.

- l'une porte sur les archives nationales "en voie de détérioration"; il est prévu une formation auprès des Archives nationales de France; et un local à microfilms. Une loi en préparation prévoit le dépôt obligatoire de (suite page 5)

# L'ASSURANCE

## et la loi sur l' Assurance

Un entretien avec **Philippe Lenain**,  
directeur d' Indochine Insurance Union

**L**a naissance, ou la renaissance de l' Assurance au Cambodge est survenue en 1991 avec la décision du ministère des Finances de créer CAMINCO. Un building a été aménagé, et en mai 1993 a été émis la première police d' assurance, qui concernait l' activité cargo.

### Jusqu' en juillet 2000 une législation incertaine

La situation légale était alors assez floue, on se reposait plus ou moins sur d' anciens textes ... C' est à ce flou que la Loi sur l' Assurance de juillet 2000 est venu mettre fin.

Dès 1994 un petit groupe d' investisseurs privés, français, américains, anglais, décidaient de créer une agence au Cambodge, dont Philippe Lenain serait le directeur. Ainsi est née Indochine Insurance Union.

Dès le commencement, notre politique a été de travailler dans la transparence avec le ministère des Finances, dont l' Assurance dépend normalement, bien qu' il n' y ait pas eu alors de Direction de l' Assurance dans ce ministère.

De 1994 à 1998, Indochine Insurance a eu un monopole de fait dans cette activité. La CAMINCO, qui n' avait pas l' expérience nécessaire, s' est cantonnée à une activité de contrôle, elle est devenue en pratique le département Assurance du ministère des Finances.

### 1998 : La concurrence arrive

Un changement est intervenu en 1998 avec l' arrivée sur le marché de trois autres assureurs : Asia Insurance, Forte et Pana Insurance.

Asia Insurance est une multinationale thaïlandaise. Au Cambodge, elle est l' agent de CAMINCO. Elle occupe environ 20 % du marché.

Forte et Pana sont des courtiers d' assureurs singapouriens. Ils occupent ensemble 10 % du marché.

Là part d' Indochine, qui était de 100 %, est donc passée à 70 %. Nous avons dû en prendre la leçon.

### La Loi de juillet 2000

La Loi sur l' Assurance entrée en vigueur le 25 juillet 2000, en 57 articles, traite des grandes lignes de la profession : l' enregistrement des compagnies, leur contrôle, les agences, les courtiers, ...

Un point important : le **capital minimum pour créer une Compagnie d' Assurance est fixé à 7 millions de dollars**. Est-ce trop élevé ? Il y a eu des critiques dans ce sens. Mais c' est la preuve que le Cambodge entend avoir des compagnies sérieuses, bien capitalisées. Ce capital minimum est un filtre puissant. En Malaisie, il est de 25 millions de dollars.

En tant que brokers, et non compagnie d' Assurance, cette limite de 7 millions de dollars ne concerne ni Indochine Insurance ni les autres assureurs au Cambodge.

Le contrôle d' autre part est désormais la tâche de la nouvelle Direction des Assurances du ministère des Finances, qui a des pouvoirs étendus, y compris d' investigation. Cette direction n' existe pas encore dans la pratique. Et il manque encore les prakas qui régleront les détails.

### Trois catégories d' assurances obligatoires ...

L' assurance est obligatoire :

- pour la Construction;
- responsabilité aux tiers pour les véhicules commerciaux;
- pour les transports de passagers.

### ... et deux lacunes

A cet égard, la Loi comporte deux lacunes importantes :

- **les employeurs n' ont pas l' obligation d' assurer leurs employés**; c' est le droit coutumier qui prévaut toujours. Dans la Construction par exemple, l' assurance de chantier ne couvre pas les ouvriers accidentés;

- **il n' y a pas d' assurance au tiers obligatoire pour les voitures particulières**.

Seuls les véhicules ayant un

usage commercial doivent être assurés au tiers.

Les députés ont sans doute voulu éviter d' augmenter les charges qui pèsent sur la voiture, favoriser les propriétaires de voitures. Mais ils n' ont sans doute pas assez pensé aux victimes qui, elles, n' ont aucun droit. Les propriétaires de voitures sont 5 % de la population, les autres, évidemment les plus pauvres, 95 %.

Une assurance au tiers coûte 150 dollars par an, soit 12 dollars par mois. Ce n' est pas une charge insurmontable pour qui possède une voiture, et en cas d' accident, la victime est indemnisée.

En l' absence d' assurance obligatoire, il y a évidemment risque de fuite du conducteur, et sinon on en reste à la négociation coutumière conduite par la police.

Les députés ont oublié que l' assurance joue un rôle social considérable.

Ces lacunes seront-elles rattrapées par la suite ? C' est très possible, mais il est dommage que l' on n' ait pas saisi l' occasion du débat sur l' Assurance pour introduire ces obligations dans la loi, comme c' est le cas ailleurs.

### Obligation de s' assurer au Cambodge

Disposition très favorable en revanche : l' article 8 stipule que tout contrat d' assurance s' appliquant à une entreprise, un bien ou une personne établis au Cambodge doit être souscrit au Cambodge auprès de compagnies soumises à la loi cambodgienne.

C' est à dire que tous ceux qui sont assurés ailleurs -c' est le cas des deux tiers ou des trois quarts, en valeur, des assurés - devront s'assurer auprès des assureurs établis au Cambodge. Des sanctions sont prévues pour les contrevenants.

Comme il n' existe pas encore, en pratique, de Direction des Assurances, cette obligation ne sera appliquée que progressivement. Mais on peut penser les sociétés y viendront. Les assureurs sont des gens très précautionneux, ils veulent se conformer aux lois et aux règlements. Les grands bailleurs de fonds, qui financent routes et barrages, commencent à changer ...

L' essentiel est de donner confiance, et là le réassureur joue un rôle majeur. Pour ce qui nous concerne, notre réassureur est Swiss-Re, le numéro deux dans le monde. Cet article 8 de la loi va donner

un coup de fouet à l' assurance cambodgienne.

### Notre objectif : une joint venture

Pour nous Indochine Insurance Union, la concurrence arrivée en 1998 nous a d' abord rendu la vie difficile. Elle nous a obligés à nous aménager dans tous les domaines : nouvelles polices, meilleur rendement dans le traitement des dossiers, contacts téléphoniques, correspondance ... à gagner en clarté et en rapidité. Nous avons travaillé "de la pelouse à l' enveloppe", et créé un site internet. Nous avons ainsi normalisé notre entreprise avant la promulgation de la loi, et retrouvé depuis 3 à 4 mois une forte croissance. Les autres assureurs ne nous font pas peur.

Notre inquiétude vient en revanche de l' ouverture du marché, de l' éventuelle arrivée de groupes mondiaux, ou de concurrents venus de pays voisins.

Pour l' avenir, nous caressons l' espoir de fonder une joint venture avec le gouvernement, de prendre une participation minoritaire dans une société d' Etat -la CAMINCO-. C' est d' ailleurs une idée ancienne, et le gouvernement est en principe d' accord.

Nous avons actuellement 30 personnes. Si nous voulons changer d' échelle, atteindre une dimension supérieure, ma conviction est que nous devons travailler avec le gouvernement.

Le choix du gouvernement a été de créer d' abord un système d' assurance, un cadre législatif normal, pour donner confiance et pouvoir ensuite ouvrir le marché. **Le cadre normal maintenant existe.** Cela nous oblige à être bons ...

Actuellement en cas d' accident entre par exemple entre une voiture et un tiers, piéton, moto, ... si personne n' est assuré, c' est la loi coutumière. La police saisit le véhicule, et elle négocie le règlement entre l' auteur et la victime.

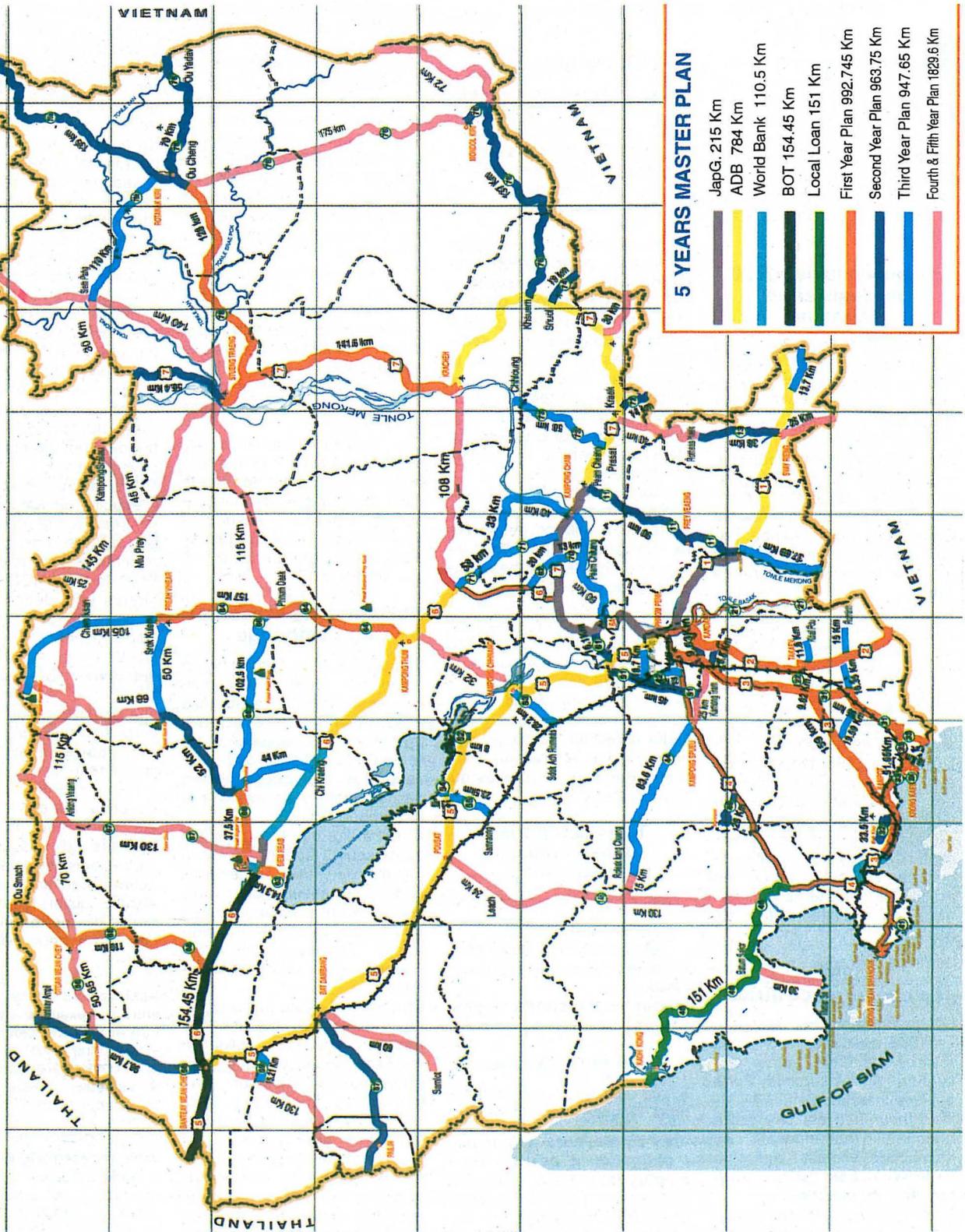
Si le véhicule est assuré, le véhicule est relâché par la police, le conducteur peut retourner chez lui. C' est à quoi sert notre "hot line" : nous intervenons auprès de la police. Ensuite on négocie l' indemnité.

Un prakas à venir stipulera les limites minimales des indemnités.

S' il y a décès, l' indemnité est calculée en fonction du salaire de la victime et de divers autres facteurs.

# RESEAU ROUTIER DU CAMBODGE

## Plan de 5 ans de réhabilitation et de reconstruction



## Le point sur

## Le réseau routier

Avec M. Chhin Kong Heang

Directeur général du Réseau routier  
au Ministère des Travaux Publics et des Transports

**S**elon mon estimation, nous dit M. Chhin Kong Heang, Directeur général des Routes au ministère des Travaux Publics et des Transports, les dégâts subis par les routes principales et les ponts du fait des inondations se montent à 62 millions de dollars, sur un total de dégâts estimé à 83 milliards. Il faudrait y ajouter les dégâts subis par les routes rurales. Nous sommes en train de négocier avec l'ADB un prêt de 55 millions de dollars destiné à réparer ces dégâts.

D'autres part, le plan de 5 ans de réhabilitation du réseau routier du Cambodge vient de recevoir, le 6 décembre, l'approbation des plus hautes instances, nous M. Chhin Kong Heang. Il porte sur 6 000 km de routes. Et avec la fin de la saison des pluies, les inaugurations de travaux se succèdent. Voici une vue générale de la situation :

## RN 1 :

- de Phnom Penh à Neak Luong, 59 km : il existe un accord de principe avec le Japon pour sa réhabilitation. Ce n'est pas encore signé.  
- de Neak Luong à Bavet (frontière avec le Vietnam), 105,5 km : les travaux ont commencé en janvier 2000.

## RN 2 : on en discute avec les Japonais.

RN 3 : de Viel Rinh (jonction avec la RN 4) à Prey Nup, 21 km, financement Banque Mondiale assuré. On a sélectionné un contractant chinois.

- la route 48 qui relie la RN 4 à Koh Kong, 151 km : le coût de la réhabilitation est estimé à 20 millions de dollars. Il y a 3 grands ponts. Le financement existant, 5 millions de dollars, est insuffisant.

RN 5 : de Phnom Penh à Battambang, le 5 décembre a été inauguré à Pursat le commencement des travaux.  
- de Phnom Penh à Krakor, c'est le

prêt de l'ADB.

- pour les 30 km Battambang - Sisophon, on a demandé un prêt de l'ADB.

## RN 6 :

- sur la route dite 6A, Phnom Penh - Skun, les Japonais vont reconstruire et allonger 3 ponts (23, 24 et 25) pour tenir compte des crues. Le contrat est signé.

- de Skun à Kompong Thom, route dite "6 B", 13 millions de dollars, les travaux commencent.

- de Kompong Thom à la frontière de la province avec celle de Siem Reap, 72 km, financement de l'ADB. Les travaux ont été inaugurés le 12 décembre. Le contractant est l'entreprise malaisienne Muhibbah. Coût : 13 millions de dollars, y compris les consultants.

- de Roluos à Siem Reap, 17,5 km, les travaux ont commencé depuis un mois. Le financement est japonais.

- de Siem Reap à Sisophon et Poipet, le contrat de BOT (Build-Operate-Transfer) est signé avec une compagnie cambodgienne PCMITI. Le coût est de 58 millions de dollars, la durée de la concession : 30 ans. La liaison frontière Thaïlandaise - Siem Reap devrait donc être terminée dans 3 ans.

## RN 7 :

- la section de 12 km après le pont de Kompong Cham : financement japonais. Elle est faite.

- de Prasat Totoung à Memot, 73 km, financement ADB, le contractant est Muhibbah Engineering. Les travaux ont été inaugurés le 12 décembre.

- Memot - Snuol, 48 km, financement ADB : on va prochainement procéder à des appels d'offre, le contractant sera une compagnie locale.

- Snuol - Kratie, 83 km, prêt ADB, le coût est de 11,2 millions de dollars.

- Kratie - Stung Treng : on négocie avec les Chinois.

Au total la Banque Asiatique de Développement finance 577 km de routes, en 5 sections : Skun - Kompong Thom, Krakor - Battambang -

gouvernement qui prend en charge. Le contractant est N a w a n a t (thaïlandais).

- de Krakor à Battambang, 130 km, on a demandé un

Kompong Thom - frontière de la province; Memot - Snuol; Snuol - Kratie. Sur les 65 millions de dollars de travaux, l'ADB prend en charge 56 millions, le gouvernement le reste.

## Questions diverses

**La technique** utilisée pour ces réhabilitations et reconstructions est la technique française classique, avec du macadam, c'est encore la meilleure. C'est celle qu'on va utiliser pour restaurer la RN 1.

**Les camions en surcharge** : il existe un Comité de Contrôle, mais jusqu'à présent il n'est pas efficace. En fait, dans chaque projet routier est prévu un budget pour les bascules à camions. Par exemple il en est prévu 10 dans les projets de l'ADB. En cas de dépassement des poids autorisés (la charge maximale à l'essieu est de 10 tonnes au Cambodge), la loi fixera le montant de l'amende. Ces bascules électroniques enregistrent les pesées de façon à rendre possible le contrôle et à diminuer les fraudes. Dans chaque province, il y aura un sous-comité, avec un représentant des Travaux Publics, chargé de contrôler.

**L'entretien des routes** : il dépend de la Direction générale des routes, donc de moi-même, et du représentant du Ministère des Travaux Publics et des Transports dans chaque province. Pourquoi les routes ne sont-elles pas entretenues, alors qu'il existe une ligne pour cela dans le budget ? C'est que ce "fonds de maintenance des routes" n'est qu'un projet, les Finances ne le versent pas. Il manque 3 ou 4 millions de dollars par an, un montant qui augmentera avec la longueur des routes à entretenir à environ 5 mio par an.

[à noter à ce sujet dans le Rapport de présentation du budget 2001 : les crédits mis en réserve pour l'entretien des routes dans le budget 2000, 35 milliards de riels, n'ont pas été renouvelés pour 2001 "du fait de la non mise en recouvrement, pour la deuxième année consécutive, de la taxe sur les carburants qui devait le financer. Toutefois un crédit de 10 milliards de riels a été inscrit, à cet effet, au chapitre 30 du Ministère des Travaux Publics". ndr]

## CAMBODGE NOUVEAU

Ne le copiez pas  
citez - le !

## A PROPOS ...

documents aux Archives nationales;

- l'autre concerne les Centres de documentation que la France assiste depuis 1994. Ils seront enrichis de livres traitant particulièrement de l'ASEAN et de l'Asie-Pacifique.

## Route 11

L'Agence Française de Développement va financer la remise en état de ponts détruits par les inondations sur la route 11 Prey Veng - Peam Cheang (RN 7).

Le cabinet Kosan réalisera les études préalables.

## ralentissement asiatique ?

Les ventes de matériels informatiques ralentissent plus vite que prévu aux Etats-Unis, ce qui va sans doute provoquer une diminution sensible des exportations des pays asiatiques producteurs de composants, et entraîner un ralentissement de leur croissance. Les exportations de produits électroniques sont particulièrement importantes pour les Philippines, Singapour, la Malaisie, Taiwan, la

Chine, la Thaïlande (cn 143).

## Erratum

Dans l'interview du Ministre des Affaires Etrangères Hor Namhong, cn 145, p. 2, le paragraphe "Asie orientale, une entité économique en construction" victime d'une coupure malencontreuse, doit être rétabli ainsi :  
"Les pays réunis à Singapour ont été d'accord - pour considérer l'ASEAN comme une entité, ... etc. (... ils ont soutenu la proposi-

tion du Premier chinois Zhu Rongji de créer un groupe d'experts pour étudier les moyens d'approfondir la coopération économique et le libre-échange entre l'ASEAN et la Chine".

## 66 arrêtés

Après la fusillade du 25 novembre le nombre des personnes arrêtées n'a pas été de "plusieurs centaines", mais de 66, dont 17 ont été relâchées, selon la commission interministérielle chargée de la lutte contre le terrorisme.

## MINES ET DEMINAGE

### Précisions

**R**édigé rapidement, sans que l'interviewé ait pu le relire, l'entretien accordé à *Cambodge Nouveau* par le colonel en retraite J.P. Billault, **Mines et Déminage** (cn 145) contient quelques inexactitudes, qu'il nous signale :

- le CMAC n'a pas été créé par la France, il est l'héritier du MCTU créé par les Nations Unies à travers le trust fund de l'UNDP.

- la route en cours de déminage entre Samrong et Anlong Veng (dite "route Ta Mok") ne porte pas le numéro 67 (c'est celle où est situé Samrong).

- plus important : l'Union Européenne ne finance pas le déminage à travers le trust fund de l'UNDP, elle finance directement le déminage.

### La France reprend son assistance au déminage

La France va financer le déminage et l'assistance aux victimes à travers le trust fund du PNUD, selon un accord signé avec le CMAC et une convention avec le PNUD, ainsi qu'avec des opérateurs comme *Handicap International*, à hauteur d'un million de dollars - une assistance qui pourrait devenir pluri-annuelle (cn 144).

"Il n'y aura plus d'experts étrangers sur le terrain, nous

disait M. de Beauvais lors du symposium du 16 novembre, parce qu'ils coûtent très cher. "Avec le salaire d'un expert étranger, on peut rémunérer 100 démineurs cambodgiens" a dit Hun Sen lors de ce Symposium.

"... également, dit M. de Beauvais, parce que les démineurs cambodgiens sont maintenant très compétents. Une unité de démineurs cambodgiens travaille d'ailleurs dans les Balkans.

"La France propose aussi un complément de formation à l'école du Génie d'Angers, si la demande en est exprimée.

"L'idée de la France est de considérer la crise du CMAC comme une parenthèse. Selon la formule nouvelle, il y aura concertation entre les donateurs, le CMAA, le CMAC, les ONG. On vise une "vitesse de croisière" qui assurera le plein emploi des gens compétents.

"Un projet consiste à assister, à travers le trust fund, le déminage des temples de Preah Vihear, de Koh Ker, et des routes qui y accèdent".

### Des données objectives

Les informations données dans cn 145, notamment les résultats comparés des organismes de déminage, ne sont pas nouvelles, fait observer le colonel Billault. Elles proviennent d'études réalisées par l'UNDP, l'Union Européenne, Handicap

International (citées dans l'article).

### Un message optimiste

Pour l'essentiel, le message est optimiste :

Plus on avance, depuis 6 ans, dans la connaissance des mines au Cambodge, plus on révisé à la baisse :

- les surfaces minées, qui pourraient être largement inférieures à 1500 km<sup>2</sup>;

- le nombre des champs de mines;

- et le nombre total de mines, très probablement nettement inférieur à 1 million (700 000 ?), comme indiqué dans cn 145.

L'étude en cours dite "Level one survey" réalisée par le Canada pourrait bien confirmer ces révisions à la baisse, et même situer aux environs de 700 km<sup>2</sup> (diminution de moitié) les surfaces minées.

La nette diminution du nombre des accidents est un fait. Elle est due à l'arrêt des migrations; à l'auto-neutralisation des mines par vieillissement; au déminage effectué par les poseurs de mines eux-mêmes; et au déminage en cours.

### Les mines qui restent

Il faut distinguer :

- celles qui sont situées dans le "Cambodge utile", les zones peuplées, ou à développement potentiel, les zones archéologiques, etc ...

c'est là évidemment que l'on démine en priorité; - et celles qui sont dans des zones très peu accessibles (les Dangrek par exemple). Elles ne seront traitées que plus tard.

Pour les premières, si l'on démine à un bon rythme, ce qui suppose des fonds suffisants, on peut espérer que dans 10 ans environ il n'y aura plus d'accidents par mines au Cambodge.

Il y aura encore malheureusement des victimes d'engins non explosés tant qu'on les manipulera, par exemple pour récupérer l'explosif, ou le métal ...

Au total le colonel Billault confirme les points essentiels de son interview :

- le nombre des mines restantes est très certainement inférieur à 1 million;

- le nombre des accidents diminue fortement;

- les rendements comparés des divers organismes de déminage sont établis par des études indépendantes;

- il est essentiel que l'argent du déminage serve d'abord à déminer.

Il y a actuellement 2000 démineurs au chômage. Il convient de bien gérer les fonds disponibles afin de les remettre au travail ■

*Cambodge Nouveau  
avec  
les professionnels  
pour  
les professionnels*

## LA CMAA

### Cambodian Mine Action Authority

**C**réée par décret royal du 4 septembre, la **Cambodian Mine Action and Victim Assistance Authority** (CMAA), clairement distincte du CMAC et des opérateurs chargés de déminer, aura la tâche de programmer les opérations de déminage, d'agréer les opérateurs, de coordonner, gérer et contrôler les diverses activités concernées, et de définir une politique d'attribution des terres déminées. Elle devra assurer l'efficacité maximale des fonds disponibles.

Le Premier ministre est le président du CMAA, le vice-président est le ministre à

la présidence du Conseil des ministres, le secrétaire-général est le conseiller du Premier ministre

en matière de déminage, les membres sont les représentants des ministères concernés : Affaires Etrangères, Economie et Finances, Affaires sociales, Intérieur, Aménagement du territoire, avec le CDC, et le Conseil pour la démobilisation.

La création du CMAA est demandée depuis long-temps par les bailleurs de fonds, notamment l'Union Européenne.

### Programmation locale et nationale

Un caractère important du CMAA : son activité sera partie intégrante des *Comités Provinciaux de Développement Rural*, les PRCD, chargés de programmer et de coordonner les programmes de développement au niveau des provinces et des districts.

Les LUPU, *Land Use Planning Units*, attachés au PRCD, auront pratiquement la

charge de programmer localement les opérations de déminage et l'attribution des terres déminées. Le CMAA réalisera la planification au plan national. Ce système garantit une meilleure transparence et une meilleure efficacité des opérations de déminage.

Le CMAA aura encore pour tâches : - de collecter toutes les informations concernant le déminage, les accidents, etc ... établies par les divers opérateurs, et de les publier; - de se conformer aux obligations de la Convention d'Ottawa; - d'organiser la destruction des mines encore détenues par des unités de la police et de l'Armée.

La CMAA comportera 4 départements :

- coordination avec les organismes extérieurs, agrément des opérateurs,
- contrôle technique,
- information et planification,
- administration et finances.

*Cambodge Nouveau  
le lieu où s'informent et se  
rencontrent le secteur privé  
et le secteur public,  
les responsables Cambodgiens  
et étrangers*

## "Au-delà d'Angkor"

**L'**épigraphiste et historien Claude Jacques a présenté le 18 décembre à la salle de cinéma du Centre Culturel Français un très beau film "Au-delà d'Angkor", dont le sous-titre souligne bien le message "Menace sur les trésors cambodgiens".

L'idée : faire prendre conscience de l'immensité de l'héritage culturel khmer, dont Angkor, dit Claude Jacques, ne représente que peut-être 5%. Et lancer un cri : cet héritage est mis en péril par les pilliers.

L'expédition qu'il a conduite, avec notamment Christophe Pottier, architecte, EFEO et Ashley Thomson, ethnologue et membre de l'équipe de l'APSARA, filmée avec un grand talent par l'équipe de Pierre Stine, a visité des sites peu ou très difficilement accessibles, très rarement visités.

### Des sites très peu visités

Le Preah Khan par exemple, à une centaine de km à l'est d'Angkor, que l'expédition a mis deux jours et demi à rejoindre, s'étendait jadis sur 25 km<sup>2</sup>. Il en reste "l'enceinte d'une ville, et des temples du Xème au XIIIème siècle, enfouis sous la jungle".

**Banteay Chmar**, à environ 25 km de la frontière thaïlandaise, s'étendait sur 9 km<sup>2</sup>, et "comporte comme le Bayon d'Angkor des tours à visages et un mur d'enceinte couvert de bas-reliefs".

**Sambor Prey Kuk**, à 30 km au nord de Kompong Thom, est maintenant plus accessible, bien conservé malgré ses 1400 ans et assez facilement visitable.

Enfoui sous la végétation, à peu près inaccessible en revanche, **Koh Ker**, "recèle une énorme pyramide à étages couverte de végétation".

Les images sont de toute beauté, avec de somptueuses vues aériennes prises d'un ballon dirigeable. On découvre là l'immensité du domaine archéologique cambodgien, on voit sans doute mieux même que sur les sites d'Angkor l'alliance, ou la lutte séculaire, millénaire, entre les monuments et la forêt, la variété des gris de la pierre, parfois gagnée par le lichen, et les effets du temps : linteaux cassés, colonnes sans aplomb, escaliers disjoints, murs effondrés, amas de blocs écroulés, divinités à demi enfouies, tours lézardées, éclatées par la végétation ...

### Trésor en péril

L'objectif du film est de bien montrer le péril où se trouve cet héritage, qui est comme un vaste trésor à ciel ouvert, impossible à garder.

Les pillards ont sans doute fait autant de mal que le temps et les intempéries en enlevant ce que les temples avaient de plus précieux : statues, têtes, linteaux, bas-reliefs, ... et jusqu'à de grands fragments de murs sculptés.

Les vols ont pris ces dernières années une ampleur encore inconnue. C'est par camions maintenant que les pièces sont déménagées, comme l'exemple tout récent de Banteay Chmar l'a montré.

Le déminage, la réhabilitation des routes, facilitent encore le pillage.

A un bout de la "filiale", sur le site, des équipes sans doute mal payées, mais qui ont des outils et du matériel performant, et des gardes armés. A l'autre bout, en Amérique, en Europe, en Asie, des collectionneurs privés, ou parfois des musées, qui ont des moyens financiers importants. Dans l'intervalle, des intermédiaires, négociants, transporteurs, antiquaires, salles des ventes parfois prestigieuses, ... comment lutter contre tant de complicités ?

Un moyen de lutter est justement d'alerter l'opinion, de

façon qu'une pièce khmère chez un antiquaire, dans une collection privée, dans un musée, suscite tout naturellement une question : quelle en est la provenance ? S'agit-il d'un vol récent ? Les touristes, les médias, peuvent être ainsi les meilleurs alliés de la loi.

### Racoleur ?

"C'est un film trop racoleur", estiment certains professionnels, "et tout à la gloire de ceux qui l'on fait". Il y a là les ficelles les plus faciles : véhicules enlisés, bivouacs dans la nature, "voie royale", grosse dalle enfouie qu'on soulève en espérant l'inscription révélatrice, enfants rieurs - et bons informateurs-, reptations d'archéologues, déchiffrement à la lueur d'une torche, un sorcier, et le danger des mines, et l'émotion devant tant de saccages ... tous ingrédients déjà souvent utilisés.

Sans doute, oui. Mais ce n'est pas un film pour archéologues. Plutôt une opération "téléton". Contre des adversaires puissants, il faut une artillerie forte. Le film a été déjà diffusé sur une chaîne de télévision.

Et puis en comparaison de, par exemple, *Tomb Raiders*, qui vient d'être tourné à Angkor, le film de Claude Jacques, scénario, casting, dialogue, effets spéciaux ... n'est-il pas d'une grande sobriété ?



## LIVRES



### L'Indochine des Romans

par Henri Copin

**L'**a littérature inspirée par l'Indochine n'a pas laissé d'œuvre vraiment marquante et populaire", note Henri Copin. Pas de Kipling, pas de Joseph Conrad chez nous. C'est peut-être que la colonie n'a jamais eu en France le prestige qu'elle avait en Angleterre, nation maritime, auprès des Anglais "vivant dans les ports, marins et aventuriers dans l'âme". Pour les Français, la colonie "était avant tout un objet d'ordre poétique (...) une chimère embellie par le verbe".

On mentionne Duras, à cause de *L'Amant*, d'autres pensent à Malraux et à *La Voie Royale*, à Claudel, à Loti, quelques-uns citent Jean Hougron, Jean Lartéguy, Pierre Schoendoerfer, Lucien Bodard ... "mais qui connaît encore au-

jourd'hui Boissière, Farrère, Pouvoirville, Marquet, Daguerches, Casseville ?"

C'est cette redécouverte que propose H. Copin; et à faire naître estime et intérêt pour ces auteurs de deuxième - ou de troisième - rayon, il met un réel talent.

"Nourri de rêves d'aventures et d'exotisme, l'imaginaire colonial se révèle d'une réelle fécondité, flirtant avec l'ethnographie ou l'histoire, produisant des chromos stéréotypés mais aussi de belles et puissantes interrogations. Au total on peut y découvrir un foisonnement d'approches et d'images où se déploient des mythes tenaces, des témoignages superbes et des messages révélateurs. C'est ce foisonnement qui nous intéresse ici ..."

De fait, de la prise de Saïgon aux Accords de Genève, que d'Indochines, mi-réelles mi-inventées, que d'intelligence,

d'observations et de mots justes - et que de mots disparus !

Les fumeries d'opium, les pavillons noirs, les nha-qués, les boy, les palanquins, les congai, ces vies "qui s'écoulent lentement comme une vaste sieste" pour les uns, au contraire aventureuses, dramatiques, ou patiemment, ou hardiment constructives pour d'autres ... Il y a eu l'Indochine molle "des marécages fangeux et fétides" des expatriés atteints du "mal jaune", et l'Indochine dure, volontaire, des constructeurs de routes, et des gens de la 317ème section ... Tout cela s'embrume

avec le temps, s'affadit. C'est trop peu dire qu'on a perdu le pittoresque, l'exotisme, on a peut-être perdu aussi le goût du mystérieux, de l'incompréhensible, de l'angoissant, et le goût du merveilleux que l'Indochine suscitait si bien.

De ces saveurs anciennes, de "la lumière éblouissante de scènes et de moments heureux" comme dit bien H. Copin évoquant Jean Hougron, ce livre transmet quelques éclats.

L'Indochine des Romans, par Henri Copin, 164 p., Kailash, 2000



CAMBODGE  
NOUVEAU  
le journal  
des  
décideurs  
votre  
meilleur  
investissement



directeur de la publication Chea Savuth  
Rédacteur-en-chef Alain Gascuel  
Mise en pages Pen Mary  
Photos : Philippe Bataillard  
Impression CIC Centre Informatique  
du Cambodge  
58 rue 302 BP 836 Phnom Penh

**CAMBODGE NOUVEAU**

est vendu sur abonnement seulement  
exemplaire gratuit sur demande

tel 023 214 610 mob 012 803 410

E-mail cna@forum.org.kh



## MEDIAS

### Mauvaise appréciation

L' "opération Volcan" [nom des attaques qui ont fait 8 morts et 18 blessés dans la nuit du 23 au 24 novembre] a échoué parce que son chef, Richard Kiri Kim, khmer-américain arrêté à Siem Reap le 25 novembre alors qu'il tentait de s'enfuir en Thaïlande, croyait que la plupart des militaires gouvernementaux, et les équipages des chars, étaient gagnés au mouvement des CFF, *Cambodian Freedom Fighters*. Selon ses confessions faites à la police, lui-même devait attaquer la caserne de Tuol Krasaing à Takhmau; il y aurait 2000 CFF à Phnom Penh et 50 000 dans le pays. Selon les informations trouvées dans son ordinateur, l'attaque à Phnom Penh aurait coûté 30 000 dollars, les attaques prévues en province plus de 10 000. Les fonds ont été envoyés au Cambodge par voie bancaire par la femme du chef des CFF Chhon Yasith.

L'arrestation par les services du ministère de l'Intérieur du numéro 2 des CFF au Cambodge, Kung Sien, et ses confessions ont permis l'arrestation des principaux responsables de l'attaque [nommés dans l'article].

[d'après *Chakraval* 29.11., trad. *The Mirror*]

### Free Khmer, Freedom Fighters

Le *Free Khmer Movement* de Ith Suong (siège dans le New Jersey) est sur le point de disparaître, certains membres rejoignent les CFF de Chhuon Yasith, signalait en juin dernier *Samleng Yuvachun* (cn 137). "Une cour militaire prépare des mandats d'arrêt contre Chhon Yasith et Ith Suong, leaders des CFF, qui vivent aux Etats-Unis et en France" selon *Damneung Pel Lngeach* 30. 11., trad. *The Mirror*.

### La Lettre de Phnom Penh

Dans le numéro de décembre, très intéressantes informations sur la Chine au Cambodge : importance des échanges commerciaux, des investissements chinois, de l'assistance chinoise, de la communauté sino-khmère.

Dans le même numéro : le rapide développement de l'industrie de la Chaussure.

[*La Lettre de Phnom Penh*, déc. 2000, publiée par le *Poste d'Expansion Economique*]

### Chine et Chinois

Le département qui s'occupe des Chinois d'outre-mer au sein du gouvernement de Chine Populaire a demandé fin octobre au président honoraire de la Chambre de Commerce de

Phnom Penh et de l'Association des Chinois du Cambodge, Teng Bunma, d'intervenir pour faire cesser les activités criminelles des Chinois qui utilisent le Cambodge comme base : émigration illégale de Chinois vers l'Occident, blanchiment d'argent, trafic de drogue, évasion de capitaux, ... Ce département estime que le gouvernement cambodgien ne peut pas mener cette lutte sans la coopération des businessmen chinois du Cambodge.

[d'après *Far Eastern Economic Review* 7.12]

### Etats-Unis - Vietnam

Les Etats-Unis dépensent 20 millions de dollars par an pour rechercher les restes des MIA (*missing in action*). Ils ont apporté au Vietnam une assistance d'environ 12 millions de dollars par an depuis 1995 pour l'éducation, la formation, la lutte contre le sida. Mais le Vietnam rembourse à hauteur de 15 millions de dollars par an la dette contractée par le Sud-Vietnam pendant la guerre.

Le gouvernement de Hanoi a demandé que les Etats-Unis l'aident à lutter contre les effets de la guerre : mines et explosifs qui continuent à faire des victimes (38 000 tués, 68 000 blessés depuis la fin de la guerre), et victimes de l'"agent orange" notamment.

[d'après *Far Eastern Economic Review* 7.12]

### Malaysia Airlines

La compagnie aérienne malaisienne, partiellement privatisée, perd de l'argent depuis 4 ans, notamment parce que beaucoup de tarifs, fixés par le gouvernement pour des raisons politiques, sont trop faibles, et à cause de l'augmentation du prix du fuel. Elle est accablée de dettes et doit vendre des avions pour les rembourser. Projet du gouvernement : renationaliser MAS, recapitaliser, et rechercher un partenaire étranger (*Swissair ? KLM ? ...*).

[d'après *Far Eastern Economic Review*, 7.12]

### Cercle Sportif, Youth Club, ...

L'*International Youth Club*, ancien *Cercle Sportif* construit par les Français en 1913, avec ses 26 000 m<sup>2</sup>, a été vendu pour 6 millions de dollars par la *Canada Bank* au gouvernement des Etats-Unis qui y construira son ambassade.

[d'après *Damneung Pel Lngeach* 2.12, trad. *The Mirror*]

### Complete Cambodia Guide

La troisième édition de ce guide des entreprises établies au Cambodge, mise à jour, augmentée de nouvelles entreprises, et améliorée, paraîtra en avril, aux environs du Nouvel An khmer.

### L'Echo du Cambodge

Mensuel, gratuit, financé par des annonces publicitaires, créé par deux Belges, le n° 1 vient de paraître.



**indochine**  
INSURANCE

**Service d'Assistance 24h/24**

- Spécialistes en alerte prêts à intervenir sur simple appel.
- Ligne téléphonique dédiée.
- Service de nuit en coordination avec la police.
- Intervention immédiate sur les lieux de l'accident.
- Assistance à la rédaction du constat.
- **Service Gratuit**, dans la lignée des garanties offertes par Indochine Insurance.



"La raison du plus fort est toujours la meilleure."!

© Jean de La Fontaine 1621 - 1695

*Soyez exigeant,  
Choisissez*



**indochine**  
INSURANCE

UNE COUVERTURE TOTALE EN TOTALE CONFIANCE

No Problem Park - N°55, Rue 178 - Phnom Penh - Royaume du Cambodge  
Tel : 210 701 / 210 761 - Fax : 210 501 - Email : info@indochine.com.kh - Internet : www.indochine.net